

Problèmes sociaux et économiques d'une intégration manquée: l'exemple du quartier de Hautepierre à Strasbourg

(SOCIAL AND ECONOMIC PROBLEMS OF
A LACKING INTEGRATION. THE EXAMPLE OF THE DISTRICT
"HAUTEPIERRE" IN STRASBOURG)

*Bia SAHLI et Rita SCHNEIDER-SLIWA **

RÉSUMÉ. – *La Zone à Urbaniser en Priorité de Strasbourg-Hautepierre, construite dans les années 1970, dans le cadre des grands projets de rénovation et d'extension urbaine, conçue pour accueillir une importante population immigrée dans une certaine ambiance de reurbanisation, n'a guère joué le rôle qui lui était dévolu, celui de servir de catalyseur à un vaste mouvement d'intégration sociale et citoyenne. L'échec présent montre combien les vrais problèmes posés n'ont pas trouvé de vraies solutions. Dans l'attente d'une approche systématique et globale de la crise latente, quelques signes de bonne volonté de part et d'autre sont perceptibles.*

Mots-clés: *Zone à urbaniser en priorité (ZUP) de Strasbourg-Hautepierre, fractures sociales profondes, marginalisations, intégration manquée.*

ABSTRACT. – *The prime zone of urbanisation of "Strasbourg-Hautepierre" was constructed in the 1970ies with the purpose of great renovation and urban extension. It has been lanced to accommodate a large immigration population in a certain ambiance of reurbanisation, but has not fulfilled the role it had been designed for: to serve as a catalyst for a large movement of social and citizen integration. The present*

* Université de Bâle.

failure shows how much real problems have not found real solutions. While awaiting a systematic and global approach to the latent crisis, some signs of good will are perceivable from one part or the other.

Key words: prime zone of urbanisation (ZUP) of Strasbourg-Hautepierre, profound social fractures, marginalisation, lack of integration.

Introduction : la problématique

Dans un certain nombre de grandes villes françaises, l'exclusion sociale a un aspect bien défini : les groupes marginaux se sont constitués dans les faubourgs et banlieues où exclus et immigrants vivent à l'étroit. Chômage, pauvreté, haine, apathie et désespoir alimentent la violence, le vandalisme, la criminalité et plus spécialement la magouille dans une société duale (Dubet, F. & D. Lappeyronnie, 1992, *Les quartiers de l'exil*, Editions du Seuil, Paris). Le but de ce texte est de faire la lumière sur les raisons, processus et mécanismes qui mènent aux comportements constatés dans le quartier de Hautepierre à Strasbourg.

L'approche est qualitative : des interviews ont été effectuées auprès de travailleurs sociaux, de spécialistes de la planification et du comité d'animation, ainsi que des habitants du quartier en question. 30 personnes ont été interrogées lors d'interviews approfondies à Hautepierre. Les enquêtes ont été menées dans la rue, à la mission locale de Hautepierre, au centre culturel « le Galet », mais aussi par téléphone. En outre, l'exploitation des protocoles rédigés lors de rencontres avec des responsables municipaux et des données statistiques de l'Observatoire régional de Strasbourg (ORIV) et de l'INSEE dévoile le malaise et incite à comprendre l'arrière-plan des problèmes sociaux présumés. Elle aide à fournir des éléments en vue d'une meilleure maîtrise de la question soulevée par Dubet et Lappeyronnie.

Nous essaierons de donner des éléments de réponse aux interrogations suivantes :

- Comment les problèmes sociaux se créent-ils dans les groupes marginaux ?
- Quelles sont les causes profondes du malaise économique ?
- Quels rapports sociaux reflètent-ils ?
- Quelle est la forme de restructuration sociale adéquate et efficace pour Hautepierre ?

1. Strasbourg et la ZUP Hautepierre

La ZUP (Zone à urbaniser en priorité) Hautepierre est un grand lotissement de 16 000 habitants à la périphérie ouest de la ville de Strasbourg. Ce grand quartier résidentiel présente sur le plan urbanistique une double originalité :

- il s'est développé sur des terres restées jusque-là agricoles à la périphérie de la ville et a hérité de cette origine rurale une superficie d'espaces verts de 56,76 hectares ;
- cette conception s'apparente à l'idée des « villes nouvelles » créées à la périphérie des grosses agglomérations, mais fondamentalement différente du modèle des « news towns » par le refus du gigantisme.

Il reflète aussi une certaine idéologie de l'espace rural urbanisé, qui vise à concilier les impératifs de la circulation et les problèmes résidentiels inhérents aux flux migratoires incessants issus des pays associés à la France.

L'espace de la nouvelle ville fut divisé en 12 mailles hexagonales. 9 mailles ont vu le jour entre 1969 à 1981, portant chacune un prénom féminin : Eléonore, Catherine, Jacqueline, Brigitte, Karine. Elles devaient avoir la capacité de recevoir 3 000 habitants par unité et offrir différents services : culturels, religieux et administratifs ou hospitaliers... Anne et Athéna ont été construites ultérieurement. La réalisation du projet s'est arrêtée là.

Au-delà de son caractère de pionnier de l'urbanisme fonctionnaliste et de modèle de l'intégration sociale des nouveaux groupes d'immigrants, Hautepierre présente par son maillage une architecture répétitive ne favorisant pas l'émergence d'une sociabilité du quartier, mais encourageant le repli à l'intérieur de chaque maille.

Ce cloisonnement architectural relatif entre les différentes entités sociales a renforcé une identité de maille très forte, surtout chez les jeunes issus de l'immigration. La politique d'intégration menée depuis des années n'a donc pas eu le succès escompté, en dépit des efforts de désenclavement réalisés tant par la desserte du « tram » qui situe Hautepierre désormais à 13 minutes du centre-ville de Strasbourg, que par l'accès autoroutier.

2. Les causes de l'intégration manquée

La prégnance du logement social y apparaît comme une caractéristique majeure pouvant empêcher le processus d'intégration de Hautepierre. Celui-ci constitue près de 62,5 % de l'immobilier du quartier. Toutefois, le domaine

des copropriétés est considérable. Il se répartit à la fois entre le collectif et le pavillonnaire, conférant au quartier une mixité sociale. Le caractère de ghetto de Hautepierre est inhérent au taux très élevé, quasi-exclusif d'habitants d'origine étrangère : 90 % de la population est en effet issue de l'immigration, se répartissant en 52 nationalités d'origine. De plus, la moitié des familles sont monoparentales. Le revenu des pères est minime et la majorité des mères sont au foyer.

Le processus de naturalisation a joué ici pleinement ses effets. A présent, seuls 22,6 % des habitants de Hautepierre ne possèdent pas la nationalité française. Ce taux est nettement plus élevé que celui relevé en moyenne à Strasbourg, soit 12,6 %. Le nombre de Français naturalisés originaires du Maghreb, de la Turquie ou d'autres cultures est par ailleurs inclus dans le nombre des Français de souche. L'élément marquant est le pourcentage élevé d'étrangers issus de pays n'appartenant pas à l'union européenne. Parmi cette population hors union européenne, ce sont les Turcs qui sont fortement présents suivis des Marocains qui occupent la seconde position.

Par le taux élevé de sa population d'origine étrangère, en provenance de pays à démographie dynamique, Hautepierre est le quartier le plus jeune de Strasbourg : les enfants et jeunes âgés de 0 à 14 ans y représentent un pourcentage de 28,3 %, soit 10 % environ de plus que la moyenne strasbourgeoise qui est de 17,1 %. A Hautepierre, il y a donc surreprésentation des moins de 15 ans et une très faible proportion des plus de 60 ans qui ne constituent que 7,75 % contre 16,5 % à Strasbourg.

La ségrégation est également perceptible à travers la répartition démographique en fonction de l'activité professionnelle. Si à Hautepierre comme à Strasbourg en général, les actifs âgés de plus de 15 ans ayant un emploi, représentent 46,9 % de la population, le taux de chômage est nettement plus élevé à Hautepierre, où 13,5 % environ des jeunes de plus de 15 ans sont à la recherche d'un emploi, contre seulement 7,4 % dans l'ensemble de la ville de Strasbourg. Hautepierre est également marquée par la ségrégation par sexe : les femmes y sont fortement touchées par le chômage, avec un taux de 12,7 % contre 6,6 % seulement à Strasbourg. Au-delà du chômage, on dénombre sur les 4 957 ménages du quartier de Hautepierre une proportion importante de RMistes (cf. Enquête de la Direction de l'Action sociale, Communauté urbaine de Strasbourg, décembre 1996).

Les mécanismes culturels et la place des femmes jouent un rôle important dans la crise que traverse Hautepierre. Les femmes sont porteuses du flambeau de la culture par les responsabilités qui leur sont octroyées au

sein des familles traditionnelles. Elles jouent donc un rôle de médiation des valeurs et des normes sociales. La question se pose de savoir comment ces mêmes femmes étrangères peuvent remplir une tâche de conciliation entre leurs propres modèles et des conceptions, des valeurs ou des croyances différentes, afin de contribuer à leur propre intégration et à celle de leurs enfants pour qui la France est devenue la nouvelle patrie. Cela est bien complexe et sans doute très difficile pour des femmes qui sont souvent venues de la campagne à la ville, sans transit préalable dans les villes du pays natal. Il en résulte sans doute un dépaysement total, dès lors qu'elles sont dans leur grande majorité professionnellement inactives dans le pays d'accueil. Le combat a certes changé d'une génération à l'autre : les jeunes filles issues de l'immigration tentent de s'émanciper en accordant un intérêt draconien aux études, mais la femme originaire du Maghreb ou de l'Orient est constamment victime de l'opposition entre l'Orient et l'Occident.

A HautePierre, beaucoup de femmes ont compris que sans leur participation aucune intégration et aucune amélioration de la vie quotidienne ne sont possibles. Elles s'organisent entre elles et effectuent des travaux dans le quartier, travaux allant du nettoyage des cages d'escalier... jusqu'à l'organisation des voyages pour les jeunes, afin qu'ils puissent nouer des liens avec d'autres types de sociétés et contribuer à réduire les conflits de générations. Ces femmes ont créé leur propre association et se rencontrent lors de réunions hebdomadaires et informelles, afin de débattre des intérêts communs ou des désirs personnels.

Elles ne parviennent pas, cependant, à avoir une emprise suffisante sur les « Clans des jeunes ». Les sauvageons de 2002, qui sont-ils ? Ce sont les enfants des années 80, les enfants du chômage de masse, de l'exclusion, du lepénisme et des ghettos ethniques. Combien d'enfants n'ont jamais vu leur père aller au travail le matin ? La précarisation persistante a pulvérisé les repères et a ruiné l'autorité des parents, conduisant la famille à la dérive. L'Etat de droit, l'école, la réussite sociale, la morale, toutes ces valeurs de la société française leur apparaissent vides de sens. Après la fracture sociale, la fracture citoyenne risque de mener à une désocialisation. Dans cette France des marges qui ne leur accorde aucune chance d'ascension sociale, même pendant les périodes d'essor économique, pourquoi se donner la moindre peine à s'intégrer, alors qu'il n'y a pas d'insertion économique ? Ceux qui ont réussi malgré tous les obstacles se séparent définitivement de leur milieu d'origine et, dans certains cas, le nient. Chaque partie du quartier représente un morceau de puzzle social, autonome, qui a ses propres lois. Celui qui veut le pénétrer doit maîtriser ses codes et ses règles internes. Espace racialement presque uniforme et stigmatisé comme tel, le ghetto HautePierre est en outre

de plus en plus homogène socialement: un territoire dépotoir où se trouvent relégués les plus démunis, ceux dont le niveau de ressources, matérielles et sociales, est trop faible pour pouvoir s'en échapper. Il s'agit d'un milieu où la loi du plus fort règne, d'un espace de dominateurs et de dominés où les conflits individuels et collectifs s'organisent à leur façon. Les règles du jeu ne sont pas répertoriées et pourtant tous les joueurs ont tous les atouts en main et se partagent le capital disponible entre eux: capital culturel «codes, façon de parler» / capital social «relations, liens relationnels» / capital symbolique «fierté» / capital économique «biens, héritage».

L'une des stratégies déployées est la langue spécifique ou sociolecte des jeunes des banlieues. Elle foisonne en abréviations, de mots étrangers, de verlan, d'expressions en argot, échappant complètement au français ordinaire. Seuls les «insiders» la maîtrisent d'une manière active ou passive. C'est leur moyen favori et conscient de marginalisation des autres.

Les écoles ne sont pas épargnées dans l'accomplissement de leur tâche éducative. Les problèmes rencontrés, se résument, selon des données de l'Académie de Strasbourg, de la façon suivante:

- le décalage normatif entre le milieu familial et scolaire des enfants. Il existe une importante opposition et une grande méfiance, de la part des parents (à 90 % de culture étrangère), au contenu et aux valeurs que l'école livre et transmet;
- les rapports enseignants-parents sont assez limités par faute de moyens langagiers, ce qui conduit souvent à un retrait de part et d'autre;
- les élèves ont, en plus, leurs propres difficultés: non maîtrise de la langue, manque de repères, manque de motivation et de concentration, absentéisme démesuré et violence latente;
- les enseignants sont découragés et difficiles à motiver: les projets scolaires et les animations culturelles sont devenus rares à Hautepierre;
- après l'école, pendant les vacances scolaires, les jeunes sont dans la rue, devant les postes de télé..., livrés à eux-mêmes;
- le fameux «parc des sports» est à leur portée, mais en réalité l'accès ne leur est permis qu'au compte-gouttes; il a pourtant été conçu pour les besoins de la population de Hautepierre. Il sert à présent essentiellement aux manifestations de la ville, de la Communauté urbaine, voire du département du Bas-Rhin.

Pour les animateurs sociaux, associations et enseignants engagés, qui ne désespèrent pas de réduire la crise à Hautepierre:

- l'école doit être au cœur de tous les efforts d'intégration et non pas susciter des laissés pour compte. On doit pouvoir mesurer les efforts des autorités concernées par l'intérêt qu'ils portent à leurs écoles ;

- l'école doit jouer un rôle primordial sur le plan social, elle doit transmettre aux enfants dès leur jeune âge non seulement les bases du savoir, mais aussi les notions fondamentales de la vie communautaire : le respect d'autrui et la tolérance ;

- par conséquent, dans chaque quartier de la ville, l'école doit être un point de repère, un signal, un facteur irremplaçable de l'intégration sociale et un espace vital pour les enfants ;

- en outre, l'école peut jouer pleinement son rôle préventif contre la criminalité.

Tout cela devrait être possible aussi à HautePierre.

3. Religion, violence et mesures prises

La pratique de la religion agit différemment sur l'intégration :

- d'un côté, elle facilite l'intégration, lorsqu'elle réunit des êtres de différentes couches sociales, races ou d'origine immigrée. Elle leur offre une part du pays natal perdu et contribue par là-même au façonnement de la communauté ;

- d'autre part, lorsque les religions représentent des valeurs contraires à celles du pays d'accueil, elles peuvent porter atteinte aux droits civils et créer des champs de tension ;

- HautePierre en est un exemple concret : ici, la société occidentale et chrétienne ne parvient pas à intégrer une jeunesse issue du monde musulman, même celle de la deuxième ou troisième génération.

Trois types de raisons rendent la situation fort complexe :

- les jeunes sont issus de cercles culturels étrangers avec des rites et des styles de vie différents. La société d'accueil doit faire un effort très important d'intégration de ces groupes. Celle-ci ne peut être performante que si les jeunes maîtrisent la langue et ont profité d'une formation scolaire adéquate ;

- les règles de la communauté musulmane sont méconnues par l'Occident. Cette ignorance empêche le débat intensif et instructif avec les communautés musulmanes ;

- plus grave, les vagues de fondamentalismes islamistes donnent leur empreinte à l'image de l'Islam en Occident. Elles brouillent les cartes de l'Islam en tant que religion, civilisation et système culturel, et de l'Islamisme en tant qu'idéologie politique contre l'intégration et pour la création de sociétés parallèles;

- Strasbourg abrite plusieurs milliers de musulmans. Les nombreuses institutions établies laissent les musulmans penser qu'ils sont victimes de discrimination parce qu'ils ne disposent d'aucune mosquée digne de ce nom dans la ville et ses environs. Les pratiquants se rencontrent dans des caves, des halles... pour exercer leurs rituels religieux...;

- le conseil municipal de Strasbourg a lancé récemment une initiative très symbolique de soutien au projet de construction de la mosquée de Strasbourg, ce qui aboutira probablement à un dialogue et un rapprochement des deux communautés.

En attendant, la violence est la répercussion la plus expressive, la plus spectaculaire de la crise, cette «face visible de l'iceberg», médiatisée localement, régionalement, nationalement et internationalement. Le fait de savoir que le «monde entier» parle d'eux, galvanise certains meneurs et leur donne bonne conscience face au gâchis.

En 2002, les statistiques ont révélé une hausse de la criminalité dans les villes et les périphéries dans lesquelles elle progresse deux fois plus rapidement que dans les zones rurales. Strasbourg occupe la troisième place à l'échelle nationale en ce qui concerne la délinquance juvénile.

Victimes et bourreaux ont bien souvent le même profil: ce sont souvent des jeunes issus du même milieu social. Les raisons de la hausse de la violence en milieu jeune sont:

- le rajeunissement de la population, accompagné par une criminalité croissante dans les milieux de mineurs. Le taux de criminalité y est aujourd'hui de 21,2 % alors qu'il était de 13,9 % il y a dix ans;

- depuis les années 90, l'accès facile aux biens de consommation a encouragé la hausse des vols, malgré des mesures sécuritaires drastiques et le fléchissement du chômage.

Comme les moyens utilisés dans la lutte contre la criminalité ne s'attaquent pas aux origines du malaise social, à l'insécurité vécue par les groupes non intégrés à la nouvelle patrie, ils alimentent des bombes à retardement. Ce phénomène ne cesse de s'amplifier à Haute-pierre, même si les statistiques officielles précisent que le nombre de voitures incendiées recule. Quotidiennement, les jeunes issus de l'immigration, continuent à être affrontés à la vio-

lence de la police, aux contrôles d'identité. Toute mesure policière voulant mettre fin à la criminalité sans se préoccuper de ses origines, est ressentie comme répressive. C'est probablement la raison pour laquelle la police n'est guère efficace, malgré les centaines d'agents qui opèrent jour et nuit. Des centaines de vols, d'agressions, de viols sont enregistrés quotidiennement à Strasbourg et ses environs. A Hautepierre, les viols et les « tournantes » sont quasiment quotidiens.

En attendant une approche approfondie et globale des problèmes soulevés par la crise, des mesures fractionnées, dites sociales, sont mises en œuvre pour essayer de faire progresser l'intégration de Hautepierre :

- le nouveau centre culturel « le Galet » collabore avec différents partenaires, offre ses lieux à la population du quartier, afin de répondre aux besoins locaux. Il initie de multiples activités, dont les fêtes et le journal du quartier.

L'administration publique veut investir plus d'argent dans les écoles qui sont considérées comme « moyen de reconstruction d'une ville sûre et harmonieuse » (l'adjoint au maire, M. Geiger, responsable à Hautepierre 2002) ;

- les 11 adjoints de quartiers de la communauté de Strasbourg se sont installés à Cronembourg, non loin de Hautepierre : ils gèrent un conseil d'Animation et de Prévention (CAP) avec les acteurs opérant sur place.

Conclusion (cf. schéma de synthèse)

L'intégration concerne l'ensemble de la collectivité locale. Le problème de Hautepierre montre qu'un grand quartier marginal est source de profond malaise pour toute la ville. Cet exemple n'est pas unique dans son genre. Il existe aussi dans plusieurs autres grosses agglomérations françaises, où la situation des banlieues est semblable à celle de Hautepierre. Strasbourg est malade. Une partie importante de sa jeunesse souffre du manque de valeurs et d'orientation. La ville nécessite des démarches concrètes dans l'amélioration du système éducatif, culturel, social et sécuritaire. Les parents doivent y prendre part non par soumission à des moyens de pression, non par la criminalisation des acteurs (soit parents ou enfants), mais plutôt par le dialogue.

Dans la lutte contre le malaise et ses origines, une collaboration s'impose entre les autorités communales, la police, l'école, les services sociaux, les associations, « CUS-Habitat » et naturellement les familles concernées, ainsi que tous ceux qui favorisent la perception du futur. Le Conseil municipal tente

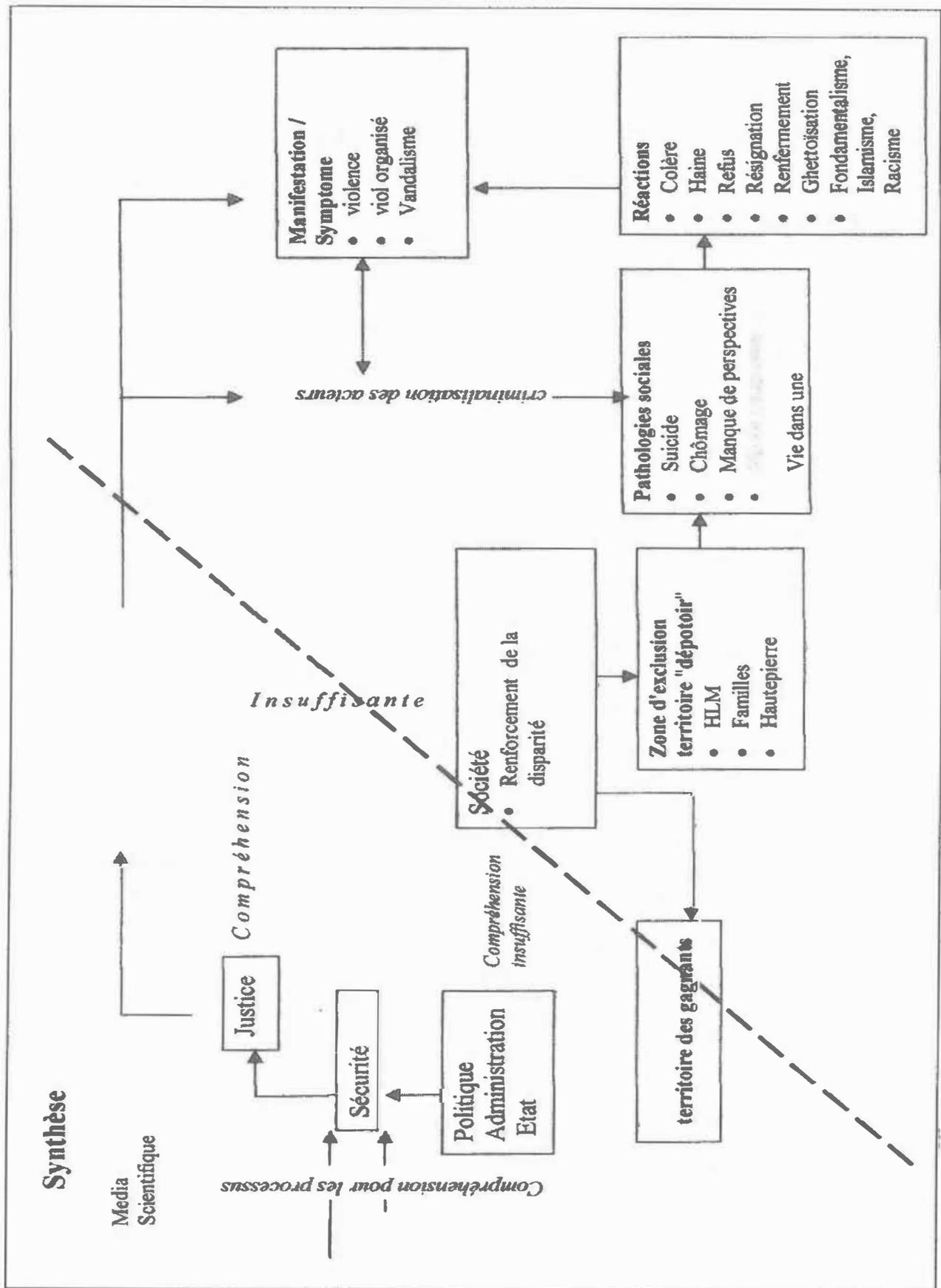


Schéma de synthèse.

certes de renforcer le sentiment d'identification de la population avec son quartier et de réaliser l'intégration sur des bases judicieuses. La chance actuelle du quartier réside dans une forte disponibilité d'acteurs socio-culturels d'horizons divers. Les corrélations spécifiques du quartier ne peuvent toutefois être gérées pleinement que par une participation active des habitants de celui-ci. L'élimination des déficits en matière d'habitat et l'amélioration des infrastructures sont par ailleurs indispensables pour contribuer à une meilleure intégration des habitants.

Le problème de la formation et de l'emploi demeure cependant entier, de même que celui de la nécessité d'une mixité socio-professionnelle susceptible de contribuer à briser le cercle vicieux dans lequel la ghettoïsation a enfermé HautePierre.